Nugent
O'Hurley
O'Leary
Ormiston
Pallett
Parizeau
Pascoe
Paul
Phillips
Pigeon
Pratt
Pugh
Rapp
Régnier
Régnier
Ricard

Rapp
Régnier
Richard (Kamouraska)
Rogers
Rompré
Sévigny
Simpson
Skoreyko
Smallwood

Smith (Lincoln) Smith (Simcoe-Nord) Smith (Winnipeg-Nord) Southam

Southam
Speakman
Starr
Stearns
Stefanson
Stinson
Tassé
Taylor
Thomas
Thrasher
Vallade
Villeneuve
Vivian
Webb
Webster
Weichel

Winkler

Woolliams

Wratten-157.

## ONT VOTÉ CONTRE:

MM. Argue Badanai Batten Boulanger Bourget Bourque Cardin Caron Carter Crestohl Denis Dumas Dupuis Endes Fisher Forgie

Habel

Herridge

MM. Howard LaMarsh (M11e) Leduc McIlraith Mitchell Nixon Pearson Peters Pickersgill Pitman Racine Ratelle Richard (Saint-Maurice-Laflèche) Roberge Robichaud Tardif Tucker-35.

M. l'Orateur: Je déclare que la décision du président est maintenue.

Le très hon. M. Diefenbaker: Monsieur l'Orateur, moyennant le consentement de la Chambre, j'aimerais revenir aux motions avant que la Chambre se forme de nouveau en comité.

M. l'Orateur: Le premier ministre a-t-il la permission de revenir aux motions?

Des voix: Entendu!

## QUESTIONS OUVRIÈRES

DANGER D'UNE GRÈVE DES CHEMINS DE FER— ANNONCE DE L'INTENTION DE PRÉSENTER UNE MESURE LÉGISLATIVE

Le très hon. J. G. Diefenbaker (premier ministre): Monsieur l'Orateur, je crois devoir faire à la Chambre une communication immédiate sur l'issue des pourparlers qui se sont déroulés ces deux derniers jours entre les représentants des syndicats et les représentants des compagnies de chemin de fer. Tous les moyens d'aboutir à une entente ont échoué. En ménageant une rencontre aux intéressés, j'avais espéré qu'ils trouveraient un

terrain d'entente. Je regrette de dire que les discussions sont arrivées à une impasse et qu'il n'y a aucune possibilité d'entente.

Nous nous sommes efforcés, mes collègues et moi, de susciter une entente en donnant aux deux parties l'occasion de se parler bien en face, et nous avons proposé comme solution de rechange le renvoi de la grève au 15 mai, en déclarant expressément que ce renvoi ne limiterait aucunement les droits des syndicats ou des employeurs de continuer normalement les négociations. Si nous avons choisi le 15 mai, c'est qu'à ce moment-là, la commission MacPherson aura présenté son rapport et, conformément à ses attributions, proposera des moyens d'uniformiser, dans la mesure du possible, les tarifs-marchandises dans les différentes régions du pays. Entretemps, les taux restent bloqués.

M. Gordon a fait une offre que les syndicats ont rejetée. M. Hall a soutenu que les syndicats n'accepteraient rien de moins que l'exécution des vœux contenus dans le rapport de conciliation. Les compagnies de chemins de fer ont répondu par un refus. A la suite de la décision prise par les deux parties, j'ai exprimé le regret qu'aucune entente n'ait pu être conclue, et j'ai déclaré que le gouvernement recommanderait au Parlement au plus tôt une mesure législative qui, si le Parlement l'adoptait, empêcherait la grève et retarderait jusqu'au 15 mai la prise d'autres décisions dans ce différend, tout en laissant intacts les droits des parties.

Je tiens à ajouter que les discussions se sont déroulées dans un climat admirable, et que M. Hall a dit que si le Parlement interdisait la grève, les syndicats se conformeraient à la loi. Quand j'ai pris la parole hier à la Chambre, j'ai dit que les cheminots étaient des citoyens respectueux de la loi. Or la déclaration de M. Hall le confirme.

J'espère que l'opposition consentira à permettre la présentation d'un bill demain aprèsmidi, afin que nous puissions entamer immédiatement un débat sur la question. Il ne sera pas possible, bien entendu, vu qu'il est tard, d'avoir le bill imprimé ce soir. Si je dis qu'il est tard, c'est qu'il était impossible de faire rédiger et imprimer un bill tant que duraient les négociations. Je crois qu'on a déjà procédé de la sorte.

Je demande au chef de l'opposition (M. Pearson) et au chef de l'autre parti s'ils sont d'accord pour que nous abordions l'étude de ce bill dès maintenant et s'ils consentent à ce que, pour ce soir, le bill soit sous forme dactylographiée ou polycopiée, vu la nécessité de s'attaquer tout de suite à cette affaire.

C'est à regret que je fais cette communication à la Chambre. J'avais l'espoir qu'il serait possible d'en venir à une certaine